

UNE GUEGUERRE DE CENTS ANS DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Max Liniger-Goumaz*

RESUMO: A Guiné Equatorial, um dos países pouco conhecidos do continente africano, é analisado por Max Liniger-Goumaz do ponto de vista das origens e da herança colonial. A máquina do Estado, os responsáveis políticos, os interesses locais e, principalmente, os interesses externos, são analisados segundo as conexões com o esquema da autoridade local. O autor mostra ainda que as alterações ocorridas em termos do sistema de poder não correspondem a mudanças reais no plano político econômico.

UNITERMOS: Guiné Equatorial. Política colonial. Macias Nguema. Obiang Nguema.

A qui appartient la Guinée Equatoriale?

En 1860, la goélette française *Levrette* distribuait aux indigènes des rives de l'estuaire du Muni (au sud de la Guinée Equatoriale) des drapeaux tricolores pour marquer l'influence française dans la région. Mais les autochtones, liés à l'Espagne par des traités, capturèrent le bateau et l'équipage. Le tout ne fut restitué qu'après intervention de la goélette espagnole *Santa Teresa*¹. En 1896, un bateau français aborda l'îlot de Mbañe, proche de l'île espagnole de Corisco qui, avec les deux îles Elobey, garde l'entrée de l'estuaire, dans le but de l'annexer. Averti par les missionnaires espagnols, le sous-gouverneur d'Elobey alla décrocher le drapeau étranger².

Lorsqu'en octobre 1968 l'Espagne accorda l'indépendance à sa colonie du Golfe de Guinée, composée du territoire continental du Rio Muni et des îles de Fernando Poo et d'Annobon, sous le nom de Guinée Equatoriale, elle se défaisait d'un héritage vieux de deux siècles. Elle confia au président élu, Macias Nguema, un pays hérité du Portugal par le Traité du Pardo (1778) en échange de lopins d'Amérique du Sud³, et qui s'étendait du delta du Niger au centre du

* School of Economics and Business Administration - Lausanne - Switzerland.

(1) UNZUETA y YUSTE, A. de. *Guinea continental española*. Madrid, 1944, p. 41.

(2) FERNANDEZ, C.. *Misiones y misioneros en La Guinea Española*. Madrid 1962.

(3) LINIGER-GOUMAZ, M. *Connaître la Guinée Equatoriale*. Ed. Peuples Noirs. Rouen 1986, 235 p.; Liniger-Goumaz, M., *La Guinée Equatoriale. Un pays méconnu*. L'Harmattan. Paris, 507 p.; Liniger-Goumaz, M., *Historical Dictionary of Equatorial Guinea*. The Scarecrow Press, Metuchen (N.J.), 1988, 2e édité. Cf aussi Liniger-Goumaz, M. *Guinea Ecuatorial. Bibliografía General*. Les Editions du Temps. Vols. 1-4, Genève, 1974-1980; vol. V, récapitulatif, Genève, 1985; vol. VI, Genève, 1987.

Gabon actuel. Mais la ruée des puissances industrielles vers l'Afrique, au XIXe siècle, grignota ces quelque 800.000 km², la plupart non occupés effectivement. De sorte qu'en 1900, au Traité de Paris signé avec la France, il ne restait plus à l'Espagne que 28.051 km². L'opinion dominante, en France, était que l'Espagne avait obtenu plus que ce qu'elle était en droit d'espérer⁴. La presse madrilène défendait, on s'en doute, un point de vue opposé et situait l'affaire dans le contexte de l'effondrement de l'empire espagnol.

En 1903 s'acheva la querelle des missionnaires catholiques commencée vers 1850. Elle avait opposé les Pères du Saint-Esprit et de l'Immaculé Coeur de Marie (subventionnés au XIXe siècle par le ministère français de la Marine) et les Pères du Coeur Immaculé de Marie (Clarétins, subventionnés par Madrid), les premiers de la Préfecture Apostolique des Deux-Guinées, soit du Gabon, les seconds de celle de Fernando Poo. Mgr. Le Berre, à Libreville, se battait pour que la province du Rio Muni et les îles adjacentes soient placées sous sa juridiction. L'armistice, favorable à l'Espagne, fut dicté par la Sainte Congrégation et incluait dans la Préfecture espagnole les deux Elobey, Corisco, ainsi que tout le Rio Muni, confirmant l'occupation de l'*hinterland* par les Clarétins depuis des décennies⁵. En 1919, les derniers missionnaires français encore au Rio Muni remirent leurs biens aux Clarétins, une décision que déplorait Paris⁶.

Jusqu'en 1968, le conflit franco-espagnol se calma, chacun s'occupant à développer ses colonies. L'Espagne multiplia les plantations de cacaoyers, de caféiers, de palmiers à huile, et exploita les réserves d'okoumé que le Rio Muni est seul à détenir avec le Gabon et le Cameroun. Pressée par l'O.N.U., Madrid accorda à sa colonie un statut de province espagnole, dès 1959, puis une autonomie administrative interne, entre 1964 et 1968⁷.

Six mois après l'indépendance se produisit une première tentative de coup d'Etat, début mars 1969, attribuée au ministre des Affaires étrangères Ndongo Miyone. Suite aux tensions croissantes avec l'ex-métropole et aux tendances népotiques et despotiques du président, le pays se vida de ses étrangers et d'un tiers des nationaux: 7.000 des 8.000 Espagnols furent évacués par Madrid, et en 1975 on signalait déjà près de 100.000 Equato-Guinéens en exil, dont toute l'intelligentsia (sur une population de 350.000 âmes). Propulsé "Président à vie", "Seul miracle de la Guinée Equatoriale", "Général en chef des Forces armées", "Grand maître en éducation et culture traditionnelle" Macias Nguema

(4) MOURET, A., *La politique étrangère de l'Espagne*. *Revue Française de l'étranger et des colonies*. Paris, 1900, p.124.

(5) *Dictionnaire théologique et de géographie ecclésiastique*, XVI. Paris, 1967, col. 1120.

(6) ZARCO, M. de. *Actuación de los misioneros españoles en la cuestión del Muni*. Madrid, 1950, p.57.

(7) OYONO SA ABEGUE, V. *L'évolution des structures productives et sociales de l'économie de la Guinée Equatoriale (1858-1968). L'originalité d'un cas de transition au capitalisme agraire dans un contexte colonial*, Thèse Lyon II. Lyon, 1985, 985p.

LINIGER-GOUMAZ, Max. Une Gueguerre de Cents Ans dans le Golfe de Guinée. *África: Revista do Centro de Estudos Africanos*. USP. S.Paulo, 11 (1): 44-60, 1988.

monopolisa le pouvoir avec ses parents de l'ethnie Fang des Esangui, du bourg de Mongomo. Le "clan de Mongomo" s'appuyait sur le *Partido Único Nacional de Trabajadores*, sur la milice de la Jeunesse en marche avec Macias et sur l'armée. Cette dernière, commandée par le neveu Teodoro Obiang Nguema, comptait des conseillers soviétiques, cubains et éthiopiens. Une équipe de 350 coopérants de Chine populaire encadrait les hôpitaux et construisait des routes.

En août 1972, la décision du Gabon d'étendre ses eaux territoriales à 150 milles – ce qui englobait les îles équato-guinéennes de Corisco, Elobey, Mbañe, Conga, Leval, Cocotiers – ralluma le conflit du XIXe siècle. Régulé d'abord par voie d'insultes radiophoniques, surtout après l'occupation par l'armée gabonaise de Mbañe, Leval et Cocotiers, sur ordre du président Bongo, le différend se calma grâce à la médiation de l'O.U.A. par présidents Ngouabi et Mobutu interposés, qui gelèrent le problème sans rien résoudre au plan juridique. On évoqua alors l'odeur de pétrole de cette affaire. Le Gabon venait de réussir là où la France avait échoué au XIXe siècle.

Depuis 1968, la France est la seule nation occidentale à avoir eu en permanence un ambassadeur résidant à Santa Isabel. Sous le gouvernement de Raymond Barre, Paris comprit combien la Guinée Equatoriale pouvait devenir intéressante pour ses milieux d'affaires⁸. La Société Française des Dragages et Travaux Publics y réalisa des constructions imposantes: palais présidentiel et port en eau profonde, à Bata, Banque centrale à Santa Isabel. En garantie pour ces travaux, une Société forestière française du Rio Muni (avec siège social en Suisse) obtint une concession de 100.000 ha. Mais l'incompétence des hommes du clan de Mongomo, la corruption et la violence (en particulier la torture, supervisée par Obiang Nguema⁹) eurent tôt fait de conduire ce qui était naguère la colonie la plus prospère d'Afrique centrale à la banqueroute et de la transformer en goulag.

La réprobation internationale, quoique tardive¹⁰, alarma les cousins et neveux de Macias Nguema. Avec divers appuis extérieurs, ils organisèrent un soi-disant "coup de la liberté", le 3 août 1979, présenté par le ministère français de la Coopération comme "une révolte de Palais"¹¹. "Papa Macias" arrêté, il fut

(8) DEGRAENE, Ph. "La Guinée équatoriale menacée de déstabilisation. Tensions internes et convoitises étrangères". *Le Monde diplomatique*, juin 1981 1981, p.10.

(9) Fonds international d'échanges universitaires, *The Forgotten Refugees*. Genève, novembre 1978, p.35: "Habituellement, au moins deux des trois personnalités clé de l'île [Fernando Poo] sont présentes: Commandant Teodoro [Obiang] Nguema Mbazogo, chef d'état major de son Excellence...". Trad. de l'auteur.

(10) Cronjé, S. *Equatorial Guinea. The Forgotten Dictatorship*. Anti-Slavery Society. Londres, 1976, 43p. – Grâce au principal mouvement d'opposition à la dictature, l'*Alianza Nacional de Restauración Democrática* ont été publiées, sous la conduite du Prof. C.M. Eya Nchama, de longues listes de personnes assassinées et des rapports sur certains complices étrangers.

(11) Ministère de la Coopération, *Guinée Equatoriale*. Dossier d'information économique. Paris, juin 1980, p.26.

LINIGER-GOUMAZ, Max. Une Gueguerre de Cents Ans dans le Golfe de Guinée. *África: Revista do Centro de Estudos Africanos*. USP. S.Paulo, 11 (1): 44-60, 1988.

jugé et condamné à mort. Fin septembre, un peloton de gardes présidentiels marocains – arrivés via le Gabon – fusilla le premier dictateur nguemiste¹². Peu après, Obiang Nguema se fit proclamer Président de la République par ses collègues du Conseil Militaire Suprême. Le renversement des alliances, avec l'entrée en scène de la C.E.E., des Etats-Unis et de la Suisse, lui valurent dans un premier temps une vague d'assistances civiles et militaires.

Le rapport de la Commission Internationale des Juristes sur le procès de Macias Nguema venait de mettre en évidence que "seuls quelques rares coupables de délits durant l'ère Macias furent jugés et, par ailleurs le Conseil Militaire Suprême n'est pas encore disposé à tolérer les activités politiques. Les antécédents de ceux qui occupent le pouvoir aujourd'hui sont également un motif de préoccupation pour les exilés équato-guinéens"¹³. Ces craintes se confirmèrent, et progressivement la seconde dictature nguemiste plongea dans les vices de la première¹⁴. Les réfugiés politiques refusèrent de rentrer, la corruption ruina les finances publiques, les maladroites de la coopération espagnole hérissèrent les nguemistes. La France, prudente, limitait ses efforts à deux centres culturels. Année après année, alors que la garde marocaine faisait du pays un protectorat chérifien, avec ses 600 hommes, et en dépit d'une relance tentée par le P.N.U.D. avec plusieurs pays et organismes donateurs (90 Mio de \$), se produisirent des coups d'Etat, effectifs ou fabriqués, comme sous Macias Nguema. Curieusement, depuis 1969, ils se développent de manière chronique entre début mars et début août (l'autre moitié de l'année étant réservée aux permutations entre les hommes du clan de Mongomo).

Connaissant bien son entourage, et le craignant, Obiang Nguema évacua rapidement vers l'étranger ses cousins vice-présidents de la République, Ela Nseng et Maye Ela, l'un comme ambassadeur à Beijing, l'autre à l'O.N.U. Après avoir tenté de faire de même avec l'oncle Mba Oñana, ancien tailleur à Mongomo, il lui confia le commandement en chef de l'armée. En 1982 fut élaborée par des vétérans du régime une Loi fondamentale, dans le texte de laquelle Obiang Nguema introduisit son propre nom, à côté d'articles constituant

(12) *Nguemiste, nguemisme*, de Nguema, à l'instar de *franquiste, franquisme*, de franco.

(13) Commission Internationale des Juristes, *El juicio contra Macias en Guinea Ecuatorial. Historia de una dictadura*. A. Artucio. Genève, novembre 1979, p.3.

(14) VOLIO-JIMENEZ, F. *Étude sur la situation des Droits de L'Homme en Guinée Equatoriale*. Commission des Droits de l'Homme. Doc. E/CN. 4/1371. Genève, 12 février 1980, 94 p.; Mollio-Jimenez, F., *Guinée Equatoriale. Question des Droits de L'Homme et des Libertés fondamentales*. Commission des Droits de l'Homme. Doc. E/CN.4/1985/9. Genève, 16 janvier 1985, 50p.

autant de violations des libertés fondamentales¹⁵. Le tout passa devant le peuple à l'occasion d'un référendum, bien que le pays fût placé sous l'état d'exception et continuait à vivre dans la peur¹⁶. Obiang Nguema était néanmoins courtisé par l'Espagne et par la France. Les présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand l'ont fréquemment accueilli à l'Élysée, et en 1982 Guy Penne, accompagné de Christophe Mitterrand, visitèrent la Guinée Equatoriale. A Madrid, Calvo Sotelo et Felipe Gonzalez ont souvent ouvert les portes de la Moncloa au dictateur équato-guinéen, obligés parfois d'exiger que ses gorilles veuillent bien déposer leurs mitraillettes à l'entrée.

Au fur et à mesure de la dégradation des relations avec l'Espagne, et malgré les visites du roi Juan Carlos – auquel Obiang Nguema demanda de l'aider à faire de son pays une "Suisse Africaine" –, du Premier-ministre Calvo Sotelo et de son beau-frère le ministre des Affaires étrangères F. Moran, malgré aussi 6 milliards de pesetas consacrés à l'assistance technique (env. 50 Mio de \$US), avec 350 coopérants, la France investissait progressivement la place. Des organisations privées comme Médecins sans Frontières, le Comité catholique contre la faim ou de GARD s'implantèrent. La balance commerciale, bien que modeste, présente un solde régulièrement favorable à la France avec, en 1985, un bénéfice de plus de 52 Mio de francs français (\$US 8,5). En regard, l'aide publique française se montait alors 25 Mio de francs (\$US 4 Mio). Grâce au concours de la C.E.E., un accord de pêche put être décroché en 1983. Elf-Aquitaine, à la tête d'un consortium euro-américain, développe la recherche pétrolière dans le sud-ouest du Rio Muni¹⁷, la compagnie de navigation Delmas-Vieljeux (du groupe C.F.A.O.), la S.C.O.A. (et donc la Société de Banque Suisse via de Crédit Commercial de France), s'implantent successivement. A Pâques 1985, le groupe Roussel (Onassis) décrochait une concession forestière de 250.000 ha, la plus vaste jamais attribuée dans le passé. En octobre 1987, le même groupe obtint 90.000 ha supplémentaires, pour quinze ans, dans le district de Kogo (société SEMGE). Quelques tentatives ouest-allemandes, notamment en matière d'aviation, avec Intratex de Düsseldorf, tournèrent court, de même d'ailleurs que celles de la société française Sedetraf (UTA) alliée en l'occurrence avec Air Comeroun. La Coopération française, ainsi que des milieux privés

(15) OWONA, J. "La Guinée Equatoriale et la démocratie: l'astucieux recours à un 'constitutionnalisme réhibitoire'". *Le mois en Afrique*. Paris, avril-mai 1983, pp. 52-68.

(16) SUNDIATA, I. K. "Equatorial Guinea: the Structures of Terror in a Small State", in R. Cohen, éd., *Africa Islands and Enclaves*. Beverly Hill, 1978, pp. 81-100; Sundiata, I. K., "The Roots of Africa Despotism: the Question of Political Culture". *African Studies Review*, XXXI, 1, 1988, pp. 9-32.

(17) PETROCONSULTANTS S.A. *Equatorial Guinea. Annual Review*. Genève, 8-10 rue Muzi; paraît en janvier de chaque année.

gabonais ont toutefois mis sur pied en août 1986 la Sociedad ecuato-guineana de aviación (EGA). Dirigée par un polytechnicien français, cette compagnie travaille avec un seul avion (Hawker Siddley de 44 places), loué à Air Madagascar, mais qui a connu deux accidents au sol courant 1987. Fin 1987, une nouvelle compagnole commença une liaison Valencia-Santa Isabel-Bata-Libreville. La compétition franco-hispanique continue donc.

La monnaie équato-guinéenne, l'*ekwele*¹⁸, étant inconvertible, et Obiang Nguema ayant rejeté les propositions espagnoles d'un retour à la parité avec la peseta, la France et ses partenaires d'Afrique centrale proposèrent l'accès à l'UDEAC et à la zone franc.¹⁹ En effet, la Guinée Equatoriale était perçue comme une écharde hispanophone au coeur des pays nés de l'A.E.F. Grâce à un cousin d'Obiang Nguema, Nguema. Ela, ministre des Finances, la Guinée Equatoriale put faire son entrée dans la zone franc le 2 janvier 1985, avec le premier franc CFA libellé en espagnol. La presse madrilène enregistra l'événement comme un véritable k.o. pour l'Espagne.

Un mois plus tard se produisit un grave refroidissement entre le Nigeria et la Guinée Equatoriale, après le meurtre d'un Nigerian appartenant à un groupe de 500 immigrants "qui travailleraient comme esclaves dans les plantations", précisait *Afrique-Défense*²⁰. Une rapide opération militaire nigériane permit d'évacuer 150 personnes, réplique en miniature de l'opération de février 1976 qui, suite à l'assassinat de onze Nigeriens par la soldatesque d'Obiang Nguema, permit de retirer 26.000 travailleurs à la barbe des nguemistes. Jusqu'à présent, les quelques pays africains susceptibles de fournir de la main-d'oeuvre réclament le dépôt de deux ans de salaires, ainsi que des garanties crédibles pour la protection de leurs ressortissants. L'Internationale chrétienne-démocrate devait, par un rapport à la Commission des Droits de l'Homme, en février 1985, non seulement souligner que depuis le simili-coup de 1969 la situation avait empiré, mais fournir une liste importante de violations des droits de l'homme, dont ceux de réunion, d'expression, d'association, etc²¹.

(18) *Ekwele* (pl. *bikwele*) est le nom donné par les Fang à leur monnaie en forme de pointe de lance.

(19) LINIGER-GOUMAZ, M. "Guinée Equatoriale et zone franc. Réflexions sur un système monétaire et une récupération". *Genève-Afrique*, XXIII, 2, Genève, décembre 1985, pp 57-78.

(20) "Guinée Equatoriale. Délégation nigériane". *Afrique Défense*, 86, Paris, mai 1985, p.21.

(21) Internationale démocrate-chrétienne, *Rapport sur La Guinée Equatoriale*. Commission des Droits de l'Homme, Genève, Doc. E/CN.4/ 1985/36.

La parution du *Rapport 1985* d'Amnesty International a suscité une campagne de désinformation visant à accréditer une Guinée Equatoriale démocratique. Cela commença fin octobre avec *Jeune Afrique* qui, se basant sur l'absence des Comores, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Equatoriale du rapport conclut au respect des libertés fondamentales, ignorant l'introduction qui souligne que l'omission d'un pays ne témoigne pas de sa pureté mais plutôt de la difficulté de s'informer. Peu après, *Paris-Match* clamait: "la démocratie est restaurée". Le même jour, devant la Commission mixte hispano-guinéenne, à Malabo, le secrétaire d'Etat espagnol Yanez déclarait que la Guinée Equatoriale "est un des trois pays qu'Amnesty International considère dans son dernier rapport comme le plus respectueux des droits de l'homme". Cette manoeuvre se poursuivit début 1986 dans la revue espagnole *Mundo negro*. Si pour *Paris-Match* Teodoro (sic) Obiang Nguema est "un fidèle ami de la France", pour *Marchés tropicaux* et *Libération*, son cousin et ministre des Finances, Nguema Ela, père du franc CFA équato-guinéen, devenait respectivement "ami de la France, choisi pour la circonstance" et "grand sage"²².

Pourtant, en janvier 1986 Obiang Nguema remercia Nguema Ela, en même temps qu'il envoyait l'oncle Mba Oñana au ministère des Travaux Publics, tout en se proclamant ministre des Forces armées, à l'instar de Macias Nguema. Les observateurs y virent un effort de musellement des nguemistes les plus remuants. Le Conseil Economique et Social des Nations Unies, espérant un adoucissement du régime, votait en mai 1986 une résolution que invite le gouvernement à amender la Loi fondamentale; on souhaita aussi que des mesures soient prises en vue du rapatriement de tous les réfugiés et exilés, "permettant à tous les citoyens de la Guinée Equatoriale de participer aux affaires politiques, économiques, sociales et culturelles du pays, afin d'atténuer le manque de personnel spécialisé"²³. Dans l'esprit des Nations Unies, les coûteux experts internationaux pourraient être avantageusement remplacés par les nombreux cadres composant la diaspora.

(22) *Jeune Afrique* du 30 octobre 1985; *Paris-Match* du 15 novembre 1985; *Mundo negro*. Madrid, janvier 1986, " 'Plan Marco' para una nueva Cooperación"; *Marchés tropicaux* du 31 mai 1985; *Libération* du 10 octobre 1985. Pour une étude détaillée, cf Liniger-Goumaz, M., "Les rapports d'Amnesty International et la désinformation". *Genève-Afrique*, XXIV, 2. Genève, décembre 1986.

(23) Conseil Economique et Social des Nations Unies, "Situation in Equatorial Guinea". *Records 2986*, Supplément N° 2. New York, 1986, Chap. I, pp. 6-7, 124-125. En novembre 1987, la revue missionnaire espagnole *Mundo negro* constatait que le manque de cadres se marque aussi dans le secteur clergé. Anonyme, "Gran escasez de clero en Guinea Ecuatorial". *Mundo negro*. Madrid, novembre 1987, p.17.

Mais voici que l'on apprit, fin juillet 1986 – avec une semaine de retard, et encore, via le Gabon – qu'une tentative de coup d'Etat venait d'être désamorcée par les gardes marocains et que Mba Oñana, Nguema Ela, Ondo Mañe, directeur à la B.E.A.C., Mba Ondo, ex-ministre du Plan, Mañe Abeso, ex-ministre de l'Education, ainsi qu'une quarantaine de civils et de militaires avaient été arrêtés. Rentré des célébrations du 14 juillet, à Paris, Obiang Nguema venait d'arriver à Douala; il dut rester au Cameroun du 17 au 19 juillet, pratiquement en situation de réfugié politique. Du 14 au 19 août siégea une cour martiale, non annoncée, présidée par le chef d'état major Cdt Ebendeng Nsomo, membre de tous les tribunaux réunis depuis 1981, confirmation de l'absence caractéristique de séparation des pouvoirs dans les dictatures. L'ancien attaché militaire à Cuba, en U.R.S.S. et en Espagne, Abeso Mondu, était condamné à mort et exécuté, tandis que le vice-ministre de la Défense nationale, le Cap. Ndong Mba se voyait expulser de l'armée. Quelques condamnations à 18-20 ans d'emprisonnement visaient des cadres de second plan; les instigateurs du complot, parents et proches d'Obiang Nguema – pratiquement tous du district de Mongomo – écopèrent de deux ans et quatre mois de résidence surveillée, dont Mba Oñana et Nguema Ela, sous l'accusation d'"insulte au chef de l'Etat", à l'instar de députés arrêtés en 1985 dans l'exercice de leur mandat et dont témoigne le *Rapport 1986*, son rapport de mai 1987 sur l'emploi de la peine de mort à des fins politiques par la bande nguemiste, et son *Rapport 1987*.

Les observateurs se sont une nouvelle fois lancés dans des conjectures, considérant qu'il s'agissait d'un coup monté afin d'accréditer l'implication de l'Espagne ou d'un pays communiste²⁴. L'éloignement des nguemistes les plus marquants devrait permettre à Obiang Nguema de gouverner plus seul encore, en accord avec Paris et les intérêts français, comme la B.I.A.O. et Planteurs réunis, fraîchement débarqués. Mais quel ne fut pas l'étonnement, lors des célébrations du 18e anniversaire de l'indépendance, le 12 octobre 1986, à Bata, de voir Obiang Nguema promu au grade de Général de Brigade des Forces armées de Terre, Mer et Air (soit 1.550 hommes), et obtenant ses décorations du général commandant l'Ecole militaire de Saragosse où, avec ses cousins, il a reçu une formation de sous-officier de 1963 à 1965. Mieux: le roi Juan Carlos Ier se faisait le "parrain" de cette promotion²⁵. On ne manquera pas de relever qu'en octobre 1911, un Ordre royal espagnol disposa que "le Gouverneur général des Territoires espagnols du Golfe de Guinée se voit attribuer les honneurs militaires que les Ordonnances royales assignent aux Généraux de

(24) LINIGER-GOUMAZ, M. "Guinée Equatoriale. Réflexions sur des coups d'Etat à répétition". *Le mois en Afrique*, 251-252, Paris, décembre 1986 – janvier 1987; pp 23-44.

(25) Le programme de la cérémonie d'investiture précise, au point 5: "Imposition des galons à S.E. par le Représentant de S.M. le Roi d'Espagne en qualité de Parrain".

Brigade"²⁶. Pour l'Espagne de 1986, le président de la Guinée Equatoriale équivalait donc à un Gouverneur général. Pour renforcer sa présence, l'Espagne acceptait, en avril 1987, de combler avec 700 Mio de pesetas le déficit de la Guinextebank, suite à des "prêts politiques" à des membres du clan de Mongomo. Mais fin 1987, l'Espagne suspendait son assistance à la Guinextebank; on apprit alors qu'Obiang Nguema et sa femme participaient pour 650.000 dollars US à cette banqueroute, en compagnie d'autres responsables du gouvernement, comme le premier ministre Seriche Bioco Dougan (\$US 120.000); le ministre des Finances Inestrosa Icaca (\$US 182.000), le ministre des Mines et Mines et Energie, Olo Mba (\$US 75.000), le ministre de la Défense, Ndong Mba (\$US 65.000), de même que Mba Oñana, ex-vice premier ministre et ministre de la Défense, ainsi que sa femme (\$US 110.000), etc., etc.²⁷ Selon les constats des sociétés de contrôle financier Price Waterhouse et Peat Marwick, des hommes d'affaires espagnols sont également impliqués, dont principalement Roig Ballester (\$US 1,6 Mio), que la presse espagnole a aussi accusé d'importer en Guinée Equatoriale de la viande impropre à la consommation.

En mai 1987, Amnesty International démontrait dans un rapport accablant, que la dictature affirme son autorité par des tribunaux militaires qui distribuent des peines de mort à leur guise²⁸. Comme toujours lorsque des membres de la famille Obiang Nguema et Macias Nguema sont arrêtés, ils n'accomplissent jamais la totalité de la peine infligée. C'est ce qui a été confirmé le 12 octobre 1987 par la libération de leur condamnation à la résidence surveillée des Mba Oñana, Nguema Ela et une dizaine d'autres. Cela venait appuyer les allusions récentes du Département d'Etat américain au caractère dictatorial du pouvoir nguemiste et à l'absence de libertés fondamentales. Une réalité que le clan de Mongomo - auquel appartient Ndong Elo Nzang, ambassadeur de la Guinée Equatoriale auprès de l'Espagne et de l'Italie - s'efforce évidemment d'occulter²⁹.

C'est de la même manière que le délégué gouvernemental de la Guinée Equatoriale à la 73e Conférence internationale du Travail, à Genève, en juillet 1987, a proclamé de fermes condamnations de l'apartheid et regretté que les Nations Unies ne fassent pas davantage pour l'éradication de ce fléau³⁰. or,

(26) Ministerio de la Guerra, *Real Decreto*, 25 octobre 1911. *Boletín oficial*. Santa Isabel, 15 janvier 1912.

(27) CONDE, P. "España financia la corrupción en Guinea [Ecuatorial] *Interviú*. Madrid, 11 novembre 1987, pp 124-128, ill.

(28) Amnesty International, *Juicios militares y uso de la pena de muerte en Guinea Ecuatorial*. Londres, mai 1987, 15 p.; US Department of State, *Post Report on Equatorial Guinea*. Washington, Octobre 1986, 12 p.

(29) MOTO NSA, S.M. "Miente el embajador de Guinea [Ecuatorial] en España". *ABC*. Madrid, 10 juin 1987, p. 42.

(30) M. ABAHA MANGUE. Déclaration devant la conférence internationale du Travail, 8 juin 1987. *Compte rendu provisoire*, 9. Soixant-troisième session, n° 9, pp. 9/33-9/34.

durant toute l'année 1987, les informations se sont faites plus précises sur l'intensification des relations entre le régime nguemiste et la République sud-africaine. Des Janvier 1987 on faisait état de la création, en 1985 déjà, d'un ranch d'élevage bovin sur les hauteurs de Fernando Poo, à Moka, par une société sud-africaine³¹. Puis on apprenait progressivement, tant à travers la presse anglo-saxonne qu'espagnole et française, que les intérêts sud-africains en Guinée Equatoriale dépassaient largement l'esphère purement agricole et commerciale. En fait, la Guinée Equatoriale fait partie d'un gigantesque marchandage de la diplomatie et des milieux économiques et militaires sud-africains pour l'inclusion des petites îles du pourtour de l'Afrique dans leur sphère d'influence. De la sorte, des élevages bovins ont aussi été créés aux îles Comores et Maurice. Encas de défaillance de l'actuelle plateforme que constituent les îles du Cap Vert pour les *South African Airways* (SAA), voire des aéroports d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Libreville (Gabon) ou de Kinshasa (Zaire), la République sud-africaine disposerait de solutions de rechange³². Il en irait de même pour la navigation maritime, le ports de Santa Isabel et de Bata pouvant remplacer Matadi (Zaire), Libreville ou Abidjan.

Mais l'affaire dépasse les seuls problèmes de commerce international. Selon les observateurs internationaux, l'Afrique du Sud cherche aussi à contrôler le Nigeria. Avec ses 100 Mio d'habitants - contre 35 Mio à l'Afrique du Sud - le Nigeria est la grande puissance de l'Afrique noire, une puissance qui, de plus, est dotée de ressources en pétrole qui font cruellement défaut à R.S.A. Mais surtout, tous les gouvernements successifs du Nigeria, civils ou militaires, ont été unanimes dans la condamnation de l'apartheid. Tout comme son allié Israël, l'Afrique du Sud préfère prendre les devants, adoptant la politique qui veut que la meilleure défense est l'attaque³³. Ainsi, le ranch de Moka serait en fait une station d'écoute radio, modèle Omega, à l'instar de celle des USA, au Libéria, pour la surveillance de l'Afrique occidentale et centrale. Certains milieux laissent même entendre qu'une rampe de lancement de fusées serait installée, ce qui expliquerait l'interdiction d'accéder à la zone sud africaine de l'île.

Le Conseil Economique et Social des Nations Unies a demandé au gouvernement nguemiste de renoncer aux relations militaires avec l'Afrique de

(31) Anonyme, "Equatorial Guinea: Public auction". *Africa Confidential*, XXVIII, 1. Londres, 7 janvier 1987.

(32) BROOKE, J. "Among Island Neighbours. Foreign Aid Programme Brings Cattle and Rumors to Equatorial Guinea". *New York Times Service. International Herald Tribune*. Paris, 22 octobre 1987, p. 4; S.M., "La garra de Sudafrica en Guinea Ecuatorial". *Interviú*. Madrid, 8 juillet 1987, pp. 34-37, ill.

(33) MOMOH, E. "Mr Botha's long hand". *West Africa*. Londres. 30 novembre 1987, pp. 2335-2336; Anonyme, "OPA [Offre publique d'achat] sud-africaine". *L'Hebdo*. Lausanne, 23 décembre 1987, p. 8; Anonyme, "Guinée Equatoriale, présence sud-africaine". *Lettre du Continent*. Paris, 14 octobre 1987, pp 8-9; "Sudafrica y Guinea Ecuatorial". *Mundo negro*. Madrid, novembre 1987, p. 11.

LINIGER-GOUMAZ, Max. Une Gueguerre de Cents Ans dans le Golfe de Guinée. *África: Revista do Centro de Estudos Africanos*. USP. S.Paulo, 11 (1): 44-60, 1988.

l'apartheid³⁴. Et devant la Commission des Droits de l'Homme, à Genève, le délégué de l'Union fraternelle pour l'entente entre les peuples et les races (UFER) a dénoncé la duplicité nguemiste. Selon certaines informations, une attaque sud-africaine contre l'enclave angolaise de Cabinda, courant 1987 serait partie de Fernando Poo (?). La sollicitude récente de Lagos pour la Guinée Equatoriale s'explique donc avant tout par les nécessités de la défense nationale du Nigeria et, semblablement, le même raisonnement peut s'appliquer à l'Afrique du Sud.

A la fin du siècle dernier s'éleva une féroce controverse entre presses française et espagnole, au sujet des Territoires du Golfe de Guinée. Lors d'un duel entre le directeur du *Diario español* et le représentant du *Petit Journal*, à Buenos Aires, le second, Fourcadet, fut même grièvement blessé. Et sur les rives du Golfe de Guinée, à peine le drapeau français fiché en terre, l'hispanité semblait reprendre le dessus. L'histoire se répéterait-elle? On peut en douter au vu du prêt de 5 Mio de Naira (750.000\$) offert le 2 décembre 1986 par le Nigeria à un Obiang Nguema désargenté et qui ne paie plus ses soldats depuis des mois. L'interférence nigériane est cocasse quand on sait que l'argent prêté a servi à l'organisation de la Conférence de l'UDEAC, à Bata. Par son geste, le Nigeria – dont l'irrédentisme face à Fernando Poo est bien connu – s'est opportunément rappelé au souvenir, d'une part, d'une République sud-africaine qui se montre de plus en plus active au Gabon et en Guinée Equatoriale, d'autre part, à deux moyennes puissances européennes qui se disputent son petit voisin depuis plus d'un siècle. La conclusion d'un traité de défense et d'assistance militaire entre le Nigeria et la Guinée Equatoriale, début 1987, l'a confirmé.

Qui s'étonnera, dès lors, qu'Obiang Nguema, qui fleurte avec l'Afrique du Sud raciste, ait choisi le 3 août 1987, anniversaire de sa révolution de palais de 1979, pour relancer l'idée d'un parti unique, à l'instar du sinistre Partido Unico Nacional de Trabajadores (PUNT) de son oncle Macias Nguema³⁵. Tout comme Obiang Nguema a qualifié le coup d'Etat de "coup de la liberté", il a baptisé ce PUNT no. 2 de Partido "democrático" de Guinea Ecuatorial. Par chance, la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies reste vigilante. Durant sa session 1987, elle a voté un projet de résolution du Costa Rica et du Pérou, constatant "que jusqu'ici aucune réponse n'a été reçue du gouvernement de la Guinée Equatoriale aux différentes communications que le secrétaire général lui a adressées dernièrement afin de lui fournir une assistance en application du

(34) *Mundo negro*, ibidem: UFER, *Written statement. Elimination on racial discrimination [South African Activities in Equatorial Guinea]*, Doc. E/CN.4/Sub.2/1987/NGO/10. Genève, 10 août 1987, 4 p.

(35) Agence France Presse, "Guinée Equatoriale. Obiang Nguema préconise la création d'un parti gouvernemental". *L'Union*. Libreville, 31 juillet 1987, anonyme, "Obiang [Nguema] impone 'manu militari' el partido único en Guinea Ecuatorial". *ABC*. Madrid, 3 août 1987, p.27.

LINIGER-GOUMAZ, Max. Une Gueguerre de Cents Ans dans le Golfe de Guinée. *África: Revista do Centro de Estudos Africanos*. USP. S.Paulo, 11 (1): 44-60, 1988.

plan d'action" en matière de respect des droits de l'homme³⁶. Il ne fait pas de doute que la dictature nguemiste continue à se moquer de la communauté internationale; plus même, elle profite de l'enjeu qu'elle représente pour ses voisins immédiats et certaines moyennes et grandes puissances.

Au-dessus des tensions entre République Sud-Africaine et Nigeria, à côté des visées à peine cachées du Gabon et du Cameroun, c'est la lutte séculaire entre la France et l'Espagne qui marque encore les années 80. Après le cri d'alarme du quotidien madrilène *ABC*, en mars 1987: "Danger en Guinée Equatoriale"³⁷, les médias d'Espagne ont régulièrement alerté l'opinion à propos de la perte d'influence dans l'ex-colonie, dernier vestige de l'empire de Charles Quint. Outre l'analyse de ce que l'Espagne abandonne en Guinée Equatoriale intérêts tant économiques que culturels par le risque de rétrécissement de l'hispanité – et plus généralement la tête de pont long-temps envisagée pour l'ouverture vers d'autres marchés africains on se lamente sur le manque de succès de la coopération technique³⁸.

Par contre, tout en restant prudente, spécialement au plan financier, la France avance ses pions en vue de l'inclusion de la Guinée ex-espagnole dans sa sphère d'influence³⁹. Cela avait commencé par le franc CFA, en 1985. Depuis lors, elle procède soit par des dons, relativement modestes, notamment destinés à l'intensification de l'enseignement du français dans les écoles et les administrations, soit surtout par des prêts officiels. Ceux-ci portent essentiellement sur le développement des infrastructures dans les domaines des communications et de l'électricité⁴⁰. Côté économie privée, la société pétrolière

(36) Costa Rica, Pérou, *Projet de résolution. La situation en Guinée Equatoriale*. Commission des Droits de l'Homme. Conseil Economique et Social des Nations Unies. Doc. E/CN.4/1987/L.26. Genève.. 23 février 1987, 3 p.; Argentine, Bolivie, Canada, Suède, Pérou, *Projet de résolution. La situation en Guinée Equatoriale*.. Commission des Droits de l'Homme. Conseil Economique et Social des Nations Unies. Doc. E/CN.4/1989/L.56. Genève, 1er mars 1989, 2 p.

(37) Anonyme, "Peligro en Guinea [Ecuatorial]". Editorial. *ABC*. Madrid, 4 mars 1987.

(38) RASILLA, L. de. "La cooperación con Guinea [Ecuatorial] entre el silencio y la desesperanza". *Razón y Fé*, 1063. Madrid, ami 1987, pp 534-538; Rasilla, L. de, "Guinea [Ecuatorial]. Lo que España se dejó" *Diario 16 Semanal*. Madrid, 18 octobre 1987, pp 14-23; Gonzalez-Calvo, G., "España-Guinea Ecuatorial. Cooperación al examen. Entrevista a don F. Riquelme, director de la Oficina de Cooperación con Guinea Ecuatorial". *Mundo negro*. Madrid, décembre 1987, pp 16-21.

(39) Anonyme, "Développement de la présence française". *Marchés tropicaux*. Paris, 21 août 1987, p. 2231.

(40) Parmi ces prêts de la Caisse centrale, on peut retenir – 116 Mio de francs français (\$US 20 Mio) pour la centrale hydro-électrique de Riaba, sur Fernando Poo; – 18 Mio de francs français (\$US 5 Mio) pour les liaisons hercyniennes avec Douala, Libreville et Paris; – 13 Mio de francs français (\$US 2,5 Mio) pour de l'ingénierie, des équipements radio-navigation et de météorologie pour l'aéroport de Santa Isabel. Il est intéressant de retenir ce projet dans l'optique de celui de l'Afrique du Sud d'agrandissement de cet aéroport pour le rendre accessibles aux C130 sud-africains.

mixte Guinée Equatoriale-Total, qui accapare maintenant l'ensemble du réseau de distribution d'hydrocarbures du pays, a augmenté son capital social de 50 à 150 Mio de francs CFA (\$US 25 Mio), alors que le groupe Roussel construit près de Kogo, à la frontière du Gabon, des installations aptes à transformer plus de la moitié du bois tiré de sa nouvelle concession.

Face à cette "gueguerre" économique-stratégique, le Maroc occupe une position particulière. Depuis août 1979, 600 soldats chréfiens permettent à Obiang Nguema de se maintenir en place contre la volonté populaire, à l'instar des Cubains de Macias Nguema, au point qu'on a pu qualifier la Guinée Equatoriale de "protectorat marocain". Mais les problèmes intérieurs du roi Hassan II, ses démêlés avec le Front Polissario, dans le Sahara occidental ex-espagnol, ainsi que le rapprochement entre la Guinée Equatoriale et Israël, dans la foulée de la politique pro-sud-africains de Santa Isabel, laissent à penser que les 600 hommes prêtés à la dictature nguemiste pourrait être repelés au Maroc. France et Espagne sont aux aguets. En Espagne, divers médias ont laissé entendre que des forces espagnoles pourraient remplacer les Marocains; de plus, on envisageait sérieusement l'envoi en Guinée Equatoriale d'instructeurs de la garde civile. Mais fin 1988, Obiang Nguema signait avec Paris un projet d'École de police, dans la ligne classique de la pénétration française en Afrique à travers ce type d'assistance. Le secrétaire d'Etat espagnol à la Coopération, A. Nuñez, fit toutefois savoir que le ministre français des Affaires étrangères, R. Dumas, l'avait assuré, en octobre 1988, de l'intention de la France de ne pas monopoliser la Guinée Equatoriale. Il est vrai que depuis 1988 on assiste à un important désengagement des entreprises françaises d'Afrique, faute de revenus suffisants. L'aide française pour 1988 apportait à la Guinée Equatoriale de l'assistance agricole et sanitaire, assistait au développement du réseau électrique de Fernando Poo, participait à la Compagnie Ecuato-Guineana de Aviación (EGA), et finançait une part de la réhabilitation des dépôts de carburant sur Fernando Poo.

En raison de la banqueroute du pays – alors que depuis plus d'un siècle il connaissait surtout un manque de main d'oeuvre⁴¹ – de plus en plus des jeunes sont obligés d'aller travailler au Gabon, d'où ils reviennent francisés. L'Espagne a beau garder la haute main sur la radio et sur la télévision, et fournir des manuels scolaires, la deshispanisation est en route.

Le spécialiste espagnol de la Guinée Equatoriale, L. de la Rasilla, a indiqué en décembre 1988 que la France n'avait encore rien proposé qui puisse servir de médiation entre les nguemistes et la diaspora, afin d'assurer le retour vers la démocratie. Les progrès de la France en Guinée Equatoriale sont surtout attribués à l'incompétence de la diplomatie espagnole. Tout l'automne 1988 a vu

(41) LINIGER-GOUMAZ, M. "La cuestión bracera. Ciento cincuenta años de búsqueda de mano de obra en Guinea Ecuatorial". *Estudios de Asia y Africa*, XXII, 4. Mexico, octobre-décembre 1987, pp. 497-534.

aux Cortés espagnols un long débat sur les relations avec l'ex-colonie⁴². De nombreuses malversations venaient d'être révélées par L. de la Rasilla. L'ex-ministre du Commerce, actuel directeur du Banco Exterior de España, M. Boyer, a été jusqu'à qualifier la Guinée Equatoriale de "pays le plus corrompu, désastreux et inefficace qu'on puisse imaginer", alors que l'éditorialiste de *Diario 16* évoquait une "grotte de voleurs", après que le Rapport Donovan (FMI, décembre 1987) eût parlé du "second pays le plus corrompu du monde". Cela n'empêcha pas Obiang Nguema d'accuser à son tour, en novembre 1988, des coopérants et marchands français et espagnols de s'enrichir en Guinée Equatoriale jusqu'à devenir multimillionnaires⁴³.

Après que la France eût signé avec la Guinée Equatoriale une Convention d'aide budgétaire de 2.135 Mio de Fr CFA pour la compagnie EGA, Obiang Nguema a effectué les 16-17 janvier 1989 une visite officielle à Madrid, accompagné d'une délégation de quelque 60 personnes, dont 15 gardes-de-corps, et de nombreux ministres, dont plusieurs touchent des commissions de la Coopération espagnole. En prévision de cette visite, divers partis espagnols avaient appelé le gouvernement à faire en sorte que la coopération se déroule dans un contexte démocratique⁴⁴. Le 31 décembre 1988 fut créée une Commission Démocratique comprenant ces partis, des ONG et des groupes de réfugiés, afin d'entrer en discussion avec Obiang Nguema; ce dernier refusa tout contact. De son côté, le gouvernement espagnol renonça à l'exigence de démocratisation lors des entretiens avec le dictateur et lors de la préparation du plan Marco 1990-93, en mars. L'Espagne remit même à Obiang Nguema 1/3 de la dette, l'assura d'aide en matériel militaire, et promit la création d'une banque privée en remplacement de la défunte Guinextebank

(42) DE FRANCISCO, C. L. de. "El ex director de la UNED en Guinea denuncia la corrupción de la Administración" *Ya*. Madrid, 22 juin 1988, p.2; de la Rasilla, L., *Informe al Congreso de los Diputados sobre algunos aspectos de la Cooperación con Guinea*. Madrid, 1988, 141 p.; de la Rasilla, L., *España y Guinea Ecuatorial: Reflexiones, denuncias y propuestas... por ahora (Recopilación de artículos)*. Madrid, décembre 1988, 87 p.

(43) BAETA, F. "Miguel Boyer, presidente de Exterior comparece en el parlamento". *Diario 16*. Madrid, 21 octobre 1988, p. 10; puerta, A., "Boyer: Fondos del Guinextebank fueron a la oligarquía guineana". *ABC*. Madrid, 22 octobre 1988, p. 25; Mendez, L., "Boyer afirma que siempre discrepó de la política de Exteriores en Guinea". *Diario 16*. Madrid, 22 octobre 1988, p. 9; Fermoselle, A., "La corrupción salpica a la política española en Guinea Ecuatorial". *Tribuna*, 27. Madrid, 31 octobre 1988, pp 56-61, ill.

(44) DIEZ, A. "Guinea Ecuatorial". *El País*. Madrid, 17 octobre 1988, p. 17; Anonyme, "Constituido el 'Pacto de Madrid' para la democracia en Guinea Ecuatorial". *Diario 16*. Madrid, 11 mars 1989, p. 14.

hispano-guinéenne⁴⁵. Selon la presse espagnole, Felipe Gonzalez et Obiang Nguema seraient même arrivés à un accord pour que l'Espagne redevienne no. 1 de la coopération en Guinée Equatoriale, ce qui devrait obliger la France à freiner ses apports. Cette orientation a été confirmée du printemps 1989 par l'économiste équato-guinéen M. - M. Ndongo, ancien attaché commercial en Espagne, qui pose le diagnostic suivant: "Nous voici, à trois ans de notre incorporation dans la zone franc, dans une crise profonde", en raisons d'une grave décapitalisation. "Les causes de la crise se trouvent fondamentalement à la base du système [de la zone franc], en plus des maigres ajustements structurels et du manque de compétence"... "En résumé, la Guinée Equatoriale n'était pas dans les conditions d'assumer un défi comme l'intégration dans une entité économique supra-nationale, au sein de laquelle, le reste des membres sont dans le wagon de tête, pendant que nous occupons le wagon de queue du train économique de la zone franc. Voici qui fut pour le moins inopportun"⁴⁶. Et d'évoquer une perte de souveraineté et de maîtrise stratégique sans précédent, avec, en plus, un monopole croissant des entreprises françaises. Aussi suggère-t-il un retrait partiel ou total de la zone franc. Et pour trouver des garanties pour la monnaie, Ndongo suggère que l'on se tourne vers la Communauté des nations hispaniques, plutôt que vers les francophones.

Durant la première moitié de 1989, dans l'attente de la réélection d'Obiang Nguema pour un nouveau mandat présidentiel de sept ans, l'Espagne semble donc devancer la France. Mais la presse ibérique n'en continue pas moins d'évoquer régulièrement le risque d'éclatement de la Guinée Equatoriale, et son partage entre Gabon et Cameroun. Elle n'en oublie pas, cependant, le rôle majeur que joue dans le Golfe de Guinée le géant voisin du Nigéria⁴⁷.

De sorte qu'on ne sait pas, aujourd'hui, quels drapeaux flotteront sur la Guinée Equatoriale dans les prochaines années. Une chose est certaine

(45) DUQUE, J. C. "Partidos y asociaciones guineanos en España quieren negociar con Obiang". *Diario 16*. Madrid, 13 janvier 1989, p. 12; Puerta, A., "Guinea se juega su futuro en Madrid". *ABC*". Madrid, 15 janvier 1989, pp 72-73; Jauregui, F., "El Gobierno [español] considera la visita de Obiang Nguema mas política que reivindicativa". *El País*. Madrid, 16 janvier 1989; Miguez, A., "España condona un tercio de la deuda de Guinea Ecuatorial". *La Vanguardia*. Barcelona, 18 janvier 1989, p. 15; Puerta, A., "La oposición [española] pedirá que la ayuda a Guinea se condicione a su democratización". *ABC*. Madrid, 19 janvier 1989, p. 38.

(46) Ndongo, M. - M., "Guinea Ecuatorial. Posibilidades de desarrollo economico". *Africa 2000*, III/II/6. Malabo [Santa Isabel], premier trim. 1989, pp 16-25; à noter qu'au sein de la BEAC, la répartition des voix est la suivante: Cameroun 4, France 3, Gabon 2, autres pays membres 1 voix chacun.

(47) CAMACHO, A. "Nigeria corteja a España en Guinea Ecuatorial". *El País*. Madrid, 20 juin 1988, p. 10; Camacho, A., "Un gigante con gana de hablar". *El País*. Madrid, 20 juin 1988, p. 10; Olusola Akínrinade, "Threats to Security and Stability in Nigeria: Perception and reality". *Genève-Afrique. Revue de L'Institut universitaire d'études du développement et de la Société suisse d'études africaines*, XXVI, 2. Genève, décembre 1988, pp 47-82.

cependant. La "gueguerre" plus que centenaire dans le Golfe de Guinée est loin d'être terminée. Moins qu'une répétition de l'histoire du XIXe siècle, on assiste dans cette partie du monde à la continuation de celle-ci.

LE "PROJET GAMBIE"

Après de rééchelonnement de sa dette par le Club de Paris, la Guinée Equatoriale a été dans l'impossibilité d'effectuer ses remboursements pour 1986. En janvier 1987, le F.M.I. confirmait la banqueroute du pays, et particulièrement de sa *Guinextbank*, gérée notamment par le frère du président Obiang Nguema, Armengol Nguema, et l'oncle Mba Oñana. Les experts de Washington ont refusé une rallonge de 30 Mio de dollars à la dette extérieure de 120 Mio. Malgré l'insistance du ministre équato-guinéen des Finances, Inestrosa Icaya, l'Espagne a également refusé son concours.

Cette situation vient d'être interprétée dans la presse espagnole et par les mouvements d'opposition à la dictature comme relevant d'une volonté d'asphyxie de la Guinée Equatoriale*. Lors d'une visite officieuse à Madrid, en octobre 1986, Guy Penne aurait fait part aux autorités espagnoles du projet français suivant: "Si dans les deux ans n'intervient pas une clarification politique, économique et sociale totale en Guinée Equatoriale, la France mènera à chef le Projet Gambie"; soit, l'annexion de l'ex-colonie espagnole à l'un de ses voisins, à l'instar de la Gambie avec le Sénégal.

La rumeur a scandalisé une diaspora équato-guinéenne qui représente le tiers de la population totale et la quasi totalité de l'intelligentsia. Voici qu'après avoir saigné le pays, la dictature des Macias Nguema et Obiang Nguema conduit à sa disparition. Le principal mouvement d'opposition à la dictature, l'*Alianza Nacional de Restauración Democrática* (ANRD) vient de s'adresser au président Mitterrand et au chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez. Les deux lettres exigent le respect du droit international. Il est demandé au président Mitterrand "de bien vouloir démentir formellement toute participation de la France" à un plan de partage de la Guinée Equatoriale, et au premier ministre espagnol "d'exercer toute son influence auprès des gouvernements français,

(*) Menendez, M. M., "Plan Mitterrand. Francia quiere anexionar Guinea a Gabon o Camerun". *Interviú*. Madrid, 4-10 mars 1987, pp 83-87; Liniger-Goumaz, "La ruée sur les Guinéés. I. Des petits pays sous influence; II. Les ambitions secrètes du Plan Gambie". *Journal de Genève*. Genève, 18 et 19 décembre 1987, pp 1-2, p. 5.

camerounais et gabonais", ainsi que de la C.E.E. pour que cessent les manoeuvres dirigées contre Fernando Poo et le Rio Muni. L'ANRD en appelle aussi à l'OUA.

Ces informations sont à rapprocher de celle qui, en juin 1985**, signalait que l'ancien ministre de l'Intérieur, puis ambassadeur à Addis-Abeba, Felix Mba Nchama, parent d'Obiang Nguema et ancien sous-lieutenant de la Milice de Macias Nguema, serait le poulain du président Bongo, du Gabon, dans l'optique d'un remplacement d'Obiang Nguema.

(**) LIGHT, W. "Guinée équatoriale: la menace Bongo". *Afrique-Asie*. Paris, 17-30 juin 1985, p. 29.

ABSTRACT: Equatorial Guinea, one of the countries less known on the African Continent, is analysed by Max Liniger-Goumaz on origins and the colonial heritage points of view. The state machine, the responsible politicians, local interests and majory foreign interests, are analysed according to their connections with the scheme of local authority. The author still shows that changes done in the ruling system do not correspond to the real changes in the political economical plan.